

# Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, notamment sur les relations franco-algériennes, à Alger le 19 décembre 2012.

Mesdames, Messieurs, mon voyage en Algérie était attendu. C'est le premier que je fais ici comme Président de la République, le premier dans cette région. C'est un voyage qui vient en 2012 à un moment forcément symbolique, 50 ans après l'indépendance de l'Algérie. Ce voyage attendu, espéré, redouté, je ne sais comment il faut l'appeler. Ce voyage était nécessaire. Il vient comme un aboutissement, mais aussi comme le temps d'un nouvel âge que je veux engager entre la France et l'Algérie, 50 ans après.

Je remercie le Président BOUTEFLIKA pour non seulement son invitation, mais aussi son accueil. Je salue le peuple algérien qui m'a réservé avec enthousiasme, chaleur, une hospitalité remarquable. Je veux aussi reconnaître le travail qui a été mené par les deux gouvernements. Avant même que je ne vienne ici, pas moins de cinq ministres du gouvernement de Jean-Marc AYRAULT sont également venus en Algérie. Et nous pouvons signer avec le gouvernement algérien bon nombre d'accords dans tous les domaines.

Ces accords doivent avoir un sens, une signification. Il ne s'agit pas seulement de faire en sorte que nous améliorions pour un temps notre coopération. Ce que je veux définir avec l'Algérie c'est un partenariat stratégique dégal à égal et qui permette justement d'entrer dans le nouvel âge de la relation entre la France et l'Algérie.

Il y aura donc une déclaration d'amitié et de coopération, c'était la meilleure formule pour nous dire ce que nous avons non seulement à nous déclarer, notre amitié, mais surtout à engager et à préparer. Ce document sera suivi par un autre qui est le document cadre du partenariat et qui est un programme de travail sur cinq ans dans les domaines économique, financier, culturel, agricole et même de défense et avec toujours l'idée d'améliorer la formation, d'accompagner les technologies et de pouvoir servir les intérêts de l'Algérie et de la France.

Nous avons des liens et j'y reviendrai demain lors du discours que je prononcerai devant les deux assemblées. Nous avons des liens, des relations qui sont à la fois humaines, économiques, culturelles et que nous devons amplifier.

Il y a une vérité à dire sur le passé. Il y a surtout une volonté à prononcer pour l'avenir et ce voyage il est sur l'avenir. Il est pour engager une mobilisation de nos deux sociétés, au-delà de nos deux gouvernements, pour les Français et pour les Algériens. Une page se tourne, mais nous pourrions en écrire tellement d'autres.

Pour illustrer le déplacement et cette visite, il y a bien sûr ce que nous aurons à faire sur le plan des discours, ce que je ferai donc demain. Mais il y a aussi des annonces très fortes, par exemple la décision de Renault d'ouvrir une usine pour construire des automobiles non seulement pour le marché algérien, mais pour l'ensemble du continent et avec cette volonté de co-production que les ministres ont présenté, c'est-à-dire la capacité à pouvoir faire que ce qui va être produit ici serve aux Algériens, mais que ce que nous pourrions également donner comme apport, comme encadrement, comme technologie, voire comme produit semi fini, serve aussi à l'Algérie et à la France.

Nous avons également une responsabilité, la France et l'Algérie. Nous sommes deux pays respectés dans le monde avec des principes pour la politique extérieure qui nous réunissent et nous en avons avec le Président BOUTEFLIKA donné un témoignage et une illustration sur les deux ou trois sujets qui sont pour nous les plus préoccupants. Le premier sujet c'est de faire en

deux ou trois sujets qui sont pour nous les plus préoccupants. Le premier sujet c'est de faire en sorte que ce qui se passe en Syrie puisse aboutir enfin à une transition politique, faire en sorte que nous puissions lutter contre la prolifération nucléaire. Mais surtout lutter contre le terrorisme dont l'Algérie a suffisamment souffert pour nous livrer sa douloureuse expérience. Et aujourd'hui, un terrorisme s'est installé au Mali, pas simplement qu'au Mali et avec une confusion, avec un trafic de drogue et le trafic d'armes.

A partir de là, nous avons voulu soutenir tous les efforts de la communauté internationale, mais aussi du Mali pour lutter contre ce terrorisme et préserver l'intégrité territoriale du Mali.

Nous sommes en convergence avec le Président BOUTEFLIKA. Lui et moi, nous pensons qu'il convient de faire du dialogue politique, de faire tout pour qu'une négociation puisse permettre au Mali de recouvrer son intégrité territoriale, mais uniquement avec les mouvements ou les forces qui se séparent du terrorisme, voire luttent directement contre le terrorisme. Nous sommes pour que le gouvernement malien, le Président du Mali et l'armée du Mali travaillent pour permettre la réunification.

Enfin, la France est partie prenante de l'initiative qui va conduire le Conseil de sécurité à prendre une résolution qui ouvrira la possibilité aux Africains d'intervenir aux côtés des Maliens pour les aider à retrouver la stabilité et l'unité. Mais ce sont les Africains qui sont les seuls à pouvoir décider et à mettre en œuvre, même si la France, -je l'ai plusieurs fois affirmé-, aura à donner son appui logistique et de formation.

Et l'Algérie joue un rôle très important à la fois pour lutter contre le terrorisme mais aussi pour favoriser la négociation politique, inséparable, donc, de ce que nous avons à faire sur le plan sécuritaire.

Voilà mesdames et messieurs, ce que je voulais dire en propos liminaire.

Je suis venu avec une délégation importante composée à la fois de responsables politiques, non seulement ceux qui sont membres du gouvernement, mais aussi d'autres, dont l'histoire est liée à l'Algérie, ou qui ont des responsabilités en lien avec ce pays, notamment Jean-Pierre RAFFARIN qui était chargé, c'était déjà vrai avant même mon élection de la relation avec l'Algérie sur un certain nombre de points. Je suis venu avec une délégation aussi de élus locaux qui ont des liens avec l'Algérie, des coopérations, des jumelages. Je suis venu avec des responsables économiques très importants, des chefs d'entreprises de grandes, mais aussi de petites entreprises. Elles sont conscientes qu'ici en Algérie, il y a des potentiels considérables, mais à condition d'être les meilleurs dans beaucoup de domaines, télécommunication, infrastructure, énergie, automobile je ne vais pas les citer tous et toutes. Mais nous ne demandons rien, nous ne demandons aucune faveur. Ce n'est parce que nous sommes dans une relation d'amitié que nous aurions des privilèges, il n'y a pas de privilèges. Nous voulons simplement être au service de l'économie algérienne de la même manière que nous espérons que les Algériens peuvent être au service de notre propre économie. Nous en avons besoin. Puis nous avons à mener des politiques ensemble sur la Méditerranée, autour de la Méditerranée.

Et puis cette délégation est aussi composée de personnalités culturelles, artistiques qui peuvent avoir des origines ici en Algérie ou qui aiment l'Algérie. C'est aussi un symbole de savoir qui m'accompagne. Il y a tant de personnes qui sont intéressées par ce qui se passe en Algérie. Parce que nous pouvons construire ensemble France et Algérie, par ce nouvel âge. Il y a d'abord les Algériens eux-mêmes, il y a aussi beaucoup de Français qui ont, avec l'Algérie, une relation humaine, singulière, particulière, parfois douloureuse. Et c'est justement, parce qu'il y a cette relation exceptionnelle que nous devons faire un partenariat dégal à égal.

Je suis prêt à répondre à vos questions.

QUESTION Apparemment Monsieur le Président, les usines d'armement subissent la même crise que les autres sociétés économiques et industrielles ce qui engendre l'encouragement ou plutôt la création de foyers de tension. Comment pensez-vous établir des relations tournées vers l'avenir, comme ne cesse de le répéter ces jours-ci votre ministre des Affaires étrangères avec notre pays dont les frontières sont menacées, tout en sachant que l'implication de la France n'est pas à démontrer.

LE PRESIDENT Nous avons à définir des relations pour l'avenir. Nous sommes là pour préparer

l'avenir, mais l'avenir dépend d'abord du présent, des conditions de sécurité, de stabilité, de l'équilibre dans la région ce dont vous parlez. Donc, nous avons à régler les sources de conflit qui existent quelques fois depuis très longtemps, parfois depuis moins longtemps. Nous avons à faire en sorte qu'il n'y ait pas de tension entre les pays du Maghreb. Nous savons aussi ce qui se passe, dans les printemps arabes. Tout cela fait que nous ne pouvons pas simplement discuter entre Français et Algérien. Nous avons à porter une politique, qui sur bien des points est commune. Parce que la France et l'Algérie sont deux pays qui, au-delà de leur propre histoire, ont une responsabilité pour la méditerranée. Ce qui permet de parler du sujet de l'union pour la méditerranée. Vous vous souvenez de l'initiative qui avait pu être prise. L'idée mérite d'être retenue, mais elle doit être repensée. Et la France et l'Algérie doivent en être par leur situation, par leur position, par leur conception commune si je puis dire des moteurs. Donc nous allons y travailler.

J'étais il y a quelques semaines à Malte, à ce que l'on appelle la rencontre « cinq + cinq » et nous avons beaucoup réfléchi sur la manière de rapprocher l'Europe et le Maghreb, ce qui suppose que l'Europe soit unie et que le Maghreb le soit aussi. Nous savons que ce n'est pas si simple.

C'est cette responsabilité commune que nous voulons évoquer au cours de ce déplacement.

QUESTION Monsieur le Président, est-ce que vous pensez que l'Algérie est imperméable aux printemps arabes qui se sont développés autour dans la région et deuxième question, sur la Syrie. Visiblement vous dites qu'il y a convergence entre vous et le Président BOUTEFLIKA, mais il y a quand même une différence d'approche très claire entre la position algérienne sur la Syrie et la position française. Est-ce que vous pouvez un peu développer cela ?

LE PRÉSIDENT Le point d'accord, c'est sur la mission qui a été confiée par les Nations Unies à Monsieur BRAHIMI en qui nous avons grande confiance et qui doit chercher des solutions pour la transition politique. Là, nous nous retrouvons.

Ensuite, sur la coalition que nous, nous avons reconnue. Il y a une différence, et je la respecte, mais nous nous avons considéré qu'il fallait, dès lors que nous souhaitons une transition, qu'il y ait bien un interlocuteur légitime qui représente la Syrie demain, c'est le choix que nous avons fait. Sur l'autre sujet, moi, je ne veux pas me mêler des affaires intérieures mais, ce que disent les Algériens c'est qu'ils l'ont déjà vécu il y a longtemps, le printemps arabe.

QUESTION Une question sur un sujet que vous allez aborder demain sur un sujet très délicat, celui de la question mémorielle. Est-ce que des voix s'élèvent en Algérie pour réclamer une repentance de la France, pour réclamer des excuses de la France ? Est-ce que ce sera la teneur du message que vous délivrerez demain au Parlement algérien ?

LE PRÉSIDENT Qu'il y ait des voix qui s'élèvent, il y en a partout, et en France et en Algérie, par forcément pour dire la même chose. Ce qui compte c'est ce qui nous est demandé, à la fois par les autorités algériennes, elles nous disent, nous vous faisons confiance, c'est à vous de trouver les formes et les mots et moi, j'ai toujours été clair sur cette question : vérité sur le passé, vérité sur la colonisation, vérité sur la guerre avec ces drames, avec ces tragédies, vérité sur les mémoires blessées. Mais en même temps volonté de faire que le passé ne nous empêche pas de faire le travail pour l'avenir. Le passé doit, dès lors qu'il est reconnu, nous permettre d'aller beaucoup plus vite, beaucoup plus loin pour préparer l'avenir, c'est ce que je dirai demain aux parlementaires algériens et au-delà aux Français et aux Algériens.

QUESTION Vous aviez dit avant cette visite que vous évoqueriez tous les sujets. Avez-vous parlé avec le président BOUTEFLIKA des moines de Tibhirine, que vous a-t-il dit ?

LE PRÉSIDENT Je lui en ai parlé, puisque j'ai dit que tous les sujets seraient évoqués et celui-là fait partie de la sensibilité qui est forte, compte tenu de la tragédie, et le président BOUTEFLIKA mais vous l'interrogez, ma dit qu'il avait donné toutes instructions autant qu'il est possible à la justice pour aller jusqu'au bout de l'enquête.

QUESTION Donc, si faut dire, si faut reconnaître la vérité, est-ce que sur les moines de Tibhirine il faut aussi demander pour que le passé ne repasse pas, est-ce que l'on doit aussi faire la lumière sur cette question ? Oui, parce que les autorités rouvrent le dossier pour qu'il y ait une autopsie, je crois que vous avez reçu une lettre des parties civiles en ce sens. Mais avez-vous une réponse

claire ?

LE PRESIDENT Ma réponse, elle est on ne peut plus claire, cest à la justice algérienne, avec la justice française de faire toute la lumière sur ce qui sest produit.

QUESTION La révision de la loi de janvier 2010, dite Loi Morin portant sur lindemnisation des victimes des essais nucléaires français est-elle envisageable, sachant que les conditions quelles posent pour indemniser les victimes sont extrêmement restrictives ? Par ailleurs, où en est le dossier ou la question de la détermination des sites contaminés dans le Sahara et aussi les opérations de décontamination de ces sites algériens ?

LE PRESIDENT Sur ce point-là, les démarches sont engagées, elles se poursuivent et nous ferons là aussi la transparence, cest le principe que jai posé, la transparence.

Quant à la loi de 2010 que vous avez évoquée à juste raison, qui prévoit une indemnisation des victimes des essais nucléaires, elle doit être appliquée pleinement. Et sil apparaît quil y a des conditions qui ne permettent pas à des victimes de faire leurs droits, nous regarderons comment faire. Mais pour linstant, je veux que cette loi soit pleinement appliquée, elle ne la sans doute pas été avec la détermination nécessaire.

QUESTION Quand vous dites que les Algériens ont vécu il y a longtemps le printemps arabe, que voulez-vous dire par là ?

LE PRESIDENT Vous avez vu quand même ce que ce pays a traversé comme épreuve, cest-à-dire un terrorisme qui sétait installé, le nombre de victimes, après un processus de réconciliation, de reconstruction et de rénovation. Je pense que le Parlement algérien va bientôt être saisi de la dernière étape de la révision constitutionnelle. Voilà, il y a des étapes, il ne mapparaît quil y ait eu en Algérie les mêmes évènements que dans dautres pays, cela ne sest pas passé de la même manière, chaque pays a sa spécificité, a pu connaître ses propres problèmes, ses propres difficultés, mais moi, je veux saluer le courage des Algériens dans ce qui sest produit durant toutes ces années et la manière avec laquelle ils ont réussi à rester unis et par rapport au printemps arabe, nous sommes conscients que cela a été un formidable espoir et qui doit maintenant être pleinement traduit sur le plan démocratique partout.

QUESTION - Comment la France a-t-elle vendu la marque Orangina aux Japonais puisquil sagit dune propriété algérienne ?

LE PRESIDENT Voilà une information dont je navais pas connaissance et dès que le gouvernement japonais va être constitué, je viendrais à sa rencontre pour essayer de faire ce que je peux « en secouant beaucoup ». Pour le reste, et là le sujet est un sujet pleinement français parce que moi, je ne considère pas que des pays étrangers doivent se préoccuper de la représentation de lIslam de France. Mais quil y ait des Algériens qui vivent en France et qui doivent pratiquer leur culte dans de bonnes conditions, je parle du culte musulman, oui, et cela renvoie, et là votre question est parfaitement légitime et pertinente à la représentativité du CFCM. Le ministre de lIntérieur y travaille pour que nous puissions avoir un CFCM qui soit unit, cohérent, légitime pleinement, respecté par tous et que nous puissions travailler, parce que nous avons besoin de cette représentation.

QUESTION Vous avez plusieurs fois indiqué dans votre propos liminaire vouloir engager lAlgérie et la France dans un nouvel âge. Est-ce à dire que vous revendiquez une rupture avec les pratiques de vos prédécesseurs, Messieurs CHIRAC et SARKOZY ?

LE PRESIDENT Il y a des âges, vous le savez bien, nous le savons tous qui ne sont plus les mêmes, après 50 ans, là je ne parle que pour moi. Il est nécessaire douvrir un nouveau temps, une nouvelle phase, une nouvelle période. 50 ans après une nouvelle période, nous sommes capables de jeter un regard lucide sur le passé, de faire lexpérience de tout ce que nous avons pu réaliser ensemble, la France et lAlgérie, donc, tous mes prédécesseurs, et puis, douvrir une nouvelle page et donc de travailler maintenant avec le souci daller plus vite, daller plus loin. Je pense que cest cela qui est demandé. Il y a tellement de besoins, tellement de ressources, tellement de volonté dagir ensemble que nous devons faire davantage que ce que nous avons fait jusquà présent et cela tient aux deux pays, parce que nous avons toujours attendu tellement lun de lautre que nous avons peut-être laissé passer un certain nombre dopportunités. Donc, maintenant, il se trouve, 50 ans après, lélection présidentielle française est arrivée à ce moment

maintenant, il se trouve, 50 ans après, l'élection présidentielle française est arrivée à ce moment-là, que nous pouvons ouvrir la nouvelle étape, le nouvel âge de la relation entre la France et l'Algérie. Tout cela n'est qu'une continuité, c'est vrai, mais il se trouve que c'est l'époque qui a changé.

QUESTION Monsieur le Président, vous allez vous recueillir sur la place Maurice AUDIN à Alger. Auriez-vous une réponse à la demande de sa veuve en rentrant sur Paris ?

LE PRESIDENT Dabord, j'ai effectivement souhaité avoir ce temps de recueillement et ensuite, j'ai demandé au ministre de la Défense de recevoir la veuve AUDIN pour que toutes les informations dont nous pouvons disposer puissent lui être communiquées, dans la transparence.

QUESTION Monsieur le Président, comme par enchantement, d'un côté comme de l'autre, on entend plus parler de l'accord de 68, y aurait-il eu un compromis ? Vous venez dévoquer l'Union pour la méditerranée, vous savez très bien Monsieur le Président, que le préalable du côté arabe, c'est le règlement du conflit israélo-arabe et du côté algérien, c'est le règlement du problème du Sahara occidental. Y aurait-il du nouveau positif au niveau de l'Élysée après votre arrivée en tant que Président ?

LE PRESIDENT Du positif, j'espère bien qu'il y en a, mais je ne vais pas ici en parler, transformant cette conférence de presse en moyen de communication pour l'opinion publique française. Mais je vais répondre précisément à vos deux questions. Il y avait un dossier qui traînait depuis plusieurs années, une révision de cet accord, on ne savait pas d'ailleurs dans quel sens le réviser, le réviser pour être plus restrictif, ce n'est pas la position de l'Algérie, le réviser pour être plus ouvert, ce n'est pas forcément la position de la France. Donc, nous nous sommes dit, c'est un bon accord en réalité, est-ce que l'on peut améliorer son exécution ? Oui, et c'est ce que les deux ministres de l'Intérieur ont convenu de faire : aller plus vite, être plus respectueux, traiter avec toute la diligence nécessaire sur le plan administratif dans les consulats les demandes de visas. Parce que je pense que le mot clé qui doit nous définir, nos deux peuples, c'est celui de la dignité, de la reconnaissance, et nous avons, je l'ai dit des mémoires, mais nous avons aussi des vies, nous avons des relations humaines et à chaque fois c'est le principe de dignité et de considération qui doit l'emporter. Ce sera l'esprit de l'application de l'accord de 1968.

Ensuite, vous m'avez dit l'Union pour la méditerranée, elle ne peut pas avancer parce qu'il y a des préalables qui ne sont pas levés. Vous avez raison, c'est la raison pour laquelle cela n'a pas marché, parce que ce n'est pas dans l'Union pour la méditerranée que nous allons trouver la réponse au conflit israélo-palestinien. Ce n'est pas non plus dans l'Union pour la méditerranée que nous allons nous mettre d'accord pour la question du Sahara occidental. Ces questions-là doivent être traitées dans un cadre qui est celui des Nations unies et de la négociation directe pour Israël et la Palestine. Alors, est-ce que c'est parce qu'il y a ces préalables que nous ne pouvons pas avancer ? Eh bien, nous allons prendre un autre cadre. L'Union pour la Méditerranée cela existe, mais nous allons prendre d'autres moyens. J'ai cité le dialogue 5+5, il y a le processus de Barcelone, donc, nous allons travailler ensemble la France et l'Algérie pour que la Méditerranée ne soit pas la grande oubliée. Si on regarde nos intérêts géostratégiques à l'Algérie et à la France. La France, elle est située comme vous le savez en Europe et elle regarde vers la Méditerranée, il y a d'autres pays qui n'ont pas la même position géographique, l'Allemagne qui regarde vers l'est, c'est bien légitime, donc nous, notre relation elle doit être bien sûre ancrée dans l'Europe, mais elle doit être portée par une ambition qui est celle de la Méditerranée. L'Algérie, elle aussi elle regarde des deux côtés, dans le Maghreb, en Afrique et en même temps elle regarde vers l'Europe du Sud, parfois en s'inquiétant, parce que l'Europe du Sud ne va pas forcément au mieux sur le plan économique, donc à nous de faire de cette Méditerranée une zone de paix, de sécurité, de lutter contre les trafics, trafics de drogue, cela c'est un point très important la lutte contre le trafic de drogue, et qui touche tous les pays autour de la Méditerranée et nous devons aussi en faire une zone de développement, de coproduction et de croissance, voilà ce que nous avons à faire sur ce sujet.

QUESTION L'accord avec Renault a été annoncé à la veille de votre visite, est-ce qu'il y a eu des pressions politiques sur les négociateurs pour faire aboutir le projet ? Et deuxième question, vous invitez les algériens à venir investir en France, et s'il y a la création d'un fonds souverain algérien,

est-ce qu'il serait possible à l'Algérie d'investir dans des industries en France à l'exemple de Peugeot qui connaît actuellement beaucoup de difficultés ?

LE PRESIDENT Nous sommes actionnaires, l'Etat français, donc, nous avons été en tant qu'actionnaire consulté sur cette opération. Le ministre du redressement productif a été forcément, non seulement informé, mais aussi partie prenante. Mais il n'y a pas eu besoin de faire pression, parce que c'est un bon projet, un bon projet pour l'Algérie, un bon projet pour Renault et un bon projet pour la France. Je rappelle que ce sont des automobiles qui seront destinées au marché algérien, mais pas qu'au marché algérien, à d'autres marchés extérieurs, et que ce ne sera pas une délocalisation, ce n'est pas une usine qui part de France pour aller en Algérie et on aura même de l'emploi en France parce qu'une partie des approvisionnements viendront de France. Donc, c'est une opération où il n'y aura, cela a été dit ce matin je crois par d'autres, que des gagnants.

Ensuite, est-ce qu'un fonds souverain algérien peut venir en France investir. Tous les fonds sont les bienvenus en France pour investir. Et nous avons un fonds chinois, un fonds qatari et d'autres fonds qui se sont mis en place, mais je ne vais pas demander aux Algériens de constituer un fonds souverain pour le bénéfice de la France, c'est aux Algériens de décider s'ils veulent investir en France et s'ils voulaient investir dans une entreprise, ils pourraient le faire librement en fonction des règles en vigueur.

QUESTION Pour revenir à cet accord de 68, le nouvel âge, cette nouvelle étape qui va ouvrir, on va avoir l'impression que ce sera plus facile de permettre la circulation des marchandises et des biens matériels que des hommes. Nous sommes en 2012, cet accord date de 68, est-ce qu'il ne serait pas temps de voir vraiment une étape, parce que la population algérienne a beaucoup changé, parce que le niveau d'éducation a beaucoup changé, et parce que beaucoup plus d'Algériens ont des visas rapidement, y compris pour aller pour quelques jours en France ?

Deuxième question. Aujourd'hui, vous avez en France beaucoup de réussites individuelles franco-algériennes culturelle, économique, scientifique. Est-ce que ce réseau qui a réussi en France et en Algérie ne pourrait pas servir de nouvel axe dans ce nouvel âge justement ?

LE PRESIDENT Comme vous avez raison, toutes ces réussites, je ne vais pas les citer toutes, mais vous en avez évoqué de nombreuses sans les personnaliser. Réussite franco-algérienne, c'est-à-dire d'Algériens venus en France parfois enfant devenu Français, pleinement Français, mais avec cette origine algérienne. C'est une chance formidable pour nos deux pays parce qu'il n'y a pas une perte d'identité, il n'y a pas une confusion, il y a au contraire un enrichissement. Et comment nous pouvons essayer de nouer ces relations ? Par des investissements qui peuvent se faire par ces Français d'origine algérienne ici en Algérie, mais il y a aussi Algériens qui ont envie de donner le meilleur d'eux-mêmes en France. C'est toute la question des visas pour des voyages artistiques, pour des séjours culturels, pour de la coopération scientifique ou universitaire. Alors, est-ce que l'accord de 68 est un accord qui est très restrictif ? Oui il est restrictif puisqu'il vise à maîtriser, mais il est moins restrictif que d'autres accords, chacun le sait. Tout est question d'application, ce qui est insupportable c'est d'attendre très longtemps ou de ne pas pouvoir pour des brefs séjours avoir le visa qui permet juste de faire un spectacle, un film ou une recherche de stage, cela peut arriver

Donc, c'est cela qui sera appliqué avec discernement et avec, je l'ai dit, respect. Je crois que c'était mieux de ne pas changer l'accord. Si nous avions changé l'accord, il y aurait toutes les interprétations, c'est-à-dire ceux qui auraient dit vous voyez, on restreint encore davantage, ceux qui auraient dit au contraire on ouvre davantage nous inspirant de ce qui avait été décidé en 68. C'était une période où il n'y avait pas les problèmes de chômage d'aujourd'hui. Mais nous le faisons avec discernement et respect.

QUESTION Pour revenir sur les questions de mémoire, vous avez parlé des signes, des mots, des gestes que la France est prête à faire, attendez-vous à l'inverse des signes ou quelque chose du côté algérien et en matière des droits de l'homme notamment, est-ce que vous attendez un signal ou une parole forte de la présidence algérienne ?

LE PRESIDENT J'ai invité le Président BOUTEFLIKA à venir en France pour une visite d'Etat au

moment où il lui paraîtra possible de le faire. A ce moment-là, il aura aussi à s'adresser à la France. Je suis ici en Algérie comme Président de la République, je m'adresse à l'Algérie, mais aussi à la France pour dire que je suis lucide sur le passé, je suis surtout désireux de faire avancer la France et l'Algérie, de donner une nouvelle impulsion, un nouveau souffle, un nouvel élan, ce que j'ai appelé un nouvel âge.

Sur les droits de l'homme, je recevrai un certain nombre de représentants de la société civile algérienne et j'aurai aussi des discussions avec la jeunesse algérienne et je serai au parlement algérien demain. Les choses seront dites. Il y a toujours des améliorations à faire. Mais, comprenez bien qu'aujourd'hui je ne viens pas faire la leçon, je viens dire tout ce que j'espère de la relation entre la France et l'Algérie et tout ce que nous pouvons faire ensemble.

Vous savez, il se trouve que les communications entre la France et l'Algérie, au-delà de l'échange humain sont tellement nombreuses. Je ne dis pas cela pour influencer les chaînes de télévision française, mais vous êtes très regardés en Algérie. La vie politique française est très connue en Algérie. Donc, il y a une espèce d'intimité qui est créée et donc la question de la démocratie, des droits, je pense à une question présente partout et en Algérie il n'y a pas de limites au droit de l'information. Il y a une presse libre, une presse indépendante, comme peu de pays les connaissent. Je veux la saluer parce que c'était aussi un combat pour cette presse de rester libre et indépendante pendant les périodes les plus éprouvantes de l'histoire algérienne.

QUESTION Au sujet du Mali, vous avez parlé de convergence entre l'Algérie et la France, au-delà de ce langage diplomatique, est-ce que pourriez détailler ces convergences sachant que la France voudrait appuyer logiquement une intervention et que l'Algérie refuse toute idée d'intervention au Mali.

LE PRESIDENT Non, ce n'est pas vrai. L'Algérie est, et nous aussi, en faveur de la négociation politique et elle est pour la lutte contre le terrorisme. C'est ce qui nous unit. La lutte contre le terrorisme ne peut pas accepter qu'AQMI s'installe sur une partie du Mali et impose sa loi. La négociation politique est indispensable parce qu'il y a des groupes, on les appellera les touaregs ou avec d'autres noms correspondant à leur mouvement qui doivent être réinsérés dans un processus politique. Après, sur l'intervention elle-même, c'est le Conseil de sécurité qui va en décider, ce n'est pas que la France. C'est le Conseil de Sécurité des Nations unies et ce Conseil de sécurité va laisser les Africains, je dis bien les Africains eux-mêmes notamment la CEDEAO décider d'une intervention en soutien du gouvernement malien qui lui-même a la seule légitimité pour en décider. Voilà ce qui nous rassemble.

QUESTION Concernant le nombre de chefs d'Etat, de chefs d'entreprises qui vous accompagnent.

LE PRESIDENT De chef d'Etat, je suis le seul,

QUESTION Concernant le nombre de chefs d'entreprises qui vous accompagnent, il y en a une quarantaine ? En 2007, lors de la dernière visite d'Etat de Monsieur SARKOZY, il y en avait une centaine, on voit que le nombre a été réduit. Alors est-ce que c'est le contexte de crise qui fait qu'aujourd'hui en 2012 la France perd du terrain en matière commerciale ? Puis, le deuxième point concernant la région, votre prédécesseur avait effectué une tournée maghrébine, Tunisie, Maroc, Algérie, là vous ne ciblez que l'Algérie. Pourquoi ?

LE PRESIDENT Alors le nombre de chefs d'entreprise, je ne veux pas faire un concours ni même dire qu'il y aurait ici la qualité quand il y avait la quantité, puisque ce sont souvent les mêmes. Nous, ce qui nous a paru nécessaire, c'est que ces chefs d'entreprises d'abord, puissent être en relation avec d'autres chefs d'entreprises ici en Algérie. Il y aura demain un forum économique qui permettra justement cette relation, cette liaison et ce travail. Ensuite, cela correspond à des projets qui existent. Mais ce qui va compter, au-delà de cette visite, c'est la qualité de la relation entre la France et l'Algérie, la volonté de donner une suite, mais également la performance des entreprises françaises. Je l'ai dit tout à l'heure. Les entreprises françaises, elles ne demandent pas des droits, elles n'ont aucun droit, simplement le devoir d'être les meilleures dans les compétitions qui sont organisées et face à des besoins que nous connaissons ici en Algérie et qui sont importants.

Voilà pourquoi ils sont là et ce n'est pas pour des raisons d'économie budgétaire. J'aurai pu utiliser

cet argument, mais je considèrerais que c'était la bonne dimension et surtout le bon esprit.

Sur l'autre question, pourquoi commencer par l'Algérie. Parce que je voulais commencer par l'Algérie. Pour le 50ème anniversaire de l'indépendance, c'était un temps qui était là. Parce que je considère qu'avec l'Algérie, nous avons des choses à nous dire et surtout des choses à faire. Et enfin, parce que j'ai moi-même une relation avec l'Algérie, personnelle, et parce que je sais que c'est très important pour beaucoup de nos concitoyens français la relation avec l'Algérie. Et pour l'Algérie, finalement, une attente très forte à l'égard de la France. Pour autant, moi j'ai la volonté d'avoir de bonnes relations avec tous les pays du Maghreb du printemps arabe ou pas du printemps arabe. Tous les pays du Maghreb. J'irai donc au Maroc au début de l'année prochaine et également en Tunisie, parce que je veux avoir les meilleures relations possibles avec l'ensemble des pays du Maghreb.

QUESTION Monsieur le Président, le traité d'amitié entre l'Algérie et la France a été abandonné par Paris depuis longtemps. Aujourd'hui, vous avez lancé un pacte d'amitié et de coopération sera signé entre l'Algérie et la France. Est-ce qu'on peut savoir si ce document est une continuation pour le traité 2003 qui n'a jamais été signé. Et pourquoi vous dites aujourd'hui que ce nouvel âge n'est pas une rupture avec la France de SARKOZY, de CHIRAC Est-ce qu'on peut savoir aussi si la question de la mémoire sera posée dans ce traité ?

Monsieur le Président, le placard franco algérien pullule de dossiers très sensibles et intéressants, la question de la mémoire, la circulation des personnes, la crise au nord du Mali, le Sahara occidental, le business, avec quel ordre classez-vous ces dossiers Monsieur le Président ?

Vous êtes le troisième chef de l'Etat français à effectuer une visite d'Etat en Algérie. A chaque fois, ces visites ont été porteuses d'espoir, à chaque fois ces espoirs ont été déçus, notamment beaucoup pour les Algériens. Est-ce qu'un Président de gauche fera mieux que ces prédécesseurs de droite ?

Il y a en France des personnalités qui ont un lien très fort avec l'Algérie ? Je pense par exemple à Enrico MACIAS, est-ce que vous espérez qu'un jour Enrico MACIAS pourra revenir en Algérie, est-ce que vous avez parlé de cela éventuellement avec le Président algérien ?

Le gouvernement français affiche une volonté d'accompagner des entreprises françaises désirant investir en Algérie. Cela ne rentrera-t-il pas en contradiction avec un souci de limiter les délocalisations ?

Monsieur le Président j'ai une question qui paraît plus ou moins explicite, est-ce que vous allez reconnaître au nom de la France les crimes commis durant la période coloniale et est-ce qu'on ira vers la repentance ou demander des excuses ?

LE PRESIDENT Alors, je vais éviter les répétitions. Première question, elle est importante, le traité d'amitié avait été évoqué en 2003 et en réalité, il n'a jamais été signé, encore moins ratifié. Et cela a été une source de malentendus. Je parle du passé et plutôt que de chercher un traité d'amitié avec toutes les questions qui auraient été nécessairement posées et qui n'auraient peut-être pas été réglées puisque cela n'a pas été finalement concluant, nous avons préféré une autre méthode beaucoup plus simple, beaucoup plus forte, beaucoup plus efficace qui est une déclaration d'amitié, de coopération et un document cadre de partenariat. Ce qui nous est apparu plus fort ce n'est pas de nommer les mots, c'est de nommer les actions. L'amitié cela se démontre, cela se prouve et les paroles qui doivent être prononcées, elles ne sont pas dans un traité, elles sont dans les discours que je peux faire.

Donc, la méthode a changé. Vous m'interrogez sur la continuité, là, il y a un changement de méthode, un changement de moment et un changement de contenu. Changement de méthode, une déclaration un document cadre. Changement de moment, nous sommes 50 ans après, un nouvel âge commence. Et un changement de contenu, parce que nous allons signer un nombre d'accords dans tous les domaines aussi bien l'économie, la production que le domaine culturel, scientifique et même sur le plan de la langue nous commençons à retravailler sur le français. Ensuite, le placard, moi je ne suis pas là pour ouvrir les placards, je suis là pour que nous construisions une nouvelle maison ensemble, c'est-à-dire que nous puissions travailler avec l'espoir de bâtir et pas simplement de faire que nous ne puissions pas avancer parce qu'il y aurait trop de sujets. Vous me demandez quel est le sujet le plus important, c'est l'avenir. Ce déplacement il est

fondé sur l'avenir. Ensuite sur le passé, vérité ai-je dit, reconnaissance de ce qui a été un système, le système colonial, j'aurai à l'exprimer, mais je ne viens pas ici, ce n'est ni ce qui m'est demandé, ni ce que je veux faire, faire repentance ou excuse. Je viens dire ce qui est la vérité, ce qui est l'histoire.

Ensuite, sur Enrico MACIAS, je ne peux pas vous répondre précisément. Je pense qu'il peut être invité par les autorités algériennes. Je ne sais pas quel est son souhait, mais je n'ai pas de réponse à votre question.

Sur les débats qui resurgissent régulièrement et qui ont été cités. Je pense que s'il y a un sens à donner à la qualité de l'accueil que j'ai reçu, c'est que nous sommes conscients de ce que nous avons à faire, à porter ensemble.

La gauche, puisque c'est la question qui est posée, elle est aussi dans l'histoire, elle a aussi sa part dans l'histoire. La vérité elle vaut aussi pour ce qui a été la gauche dans l'histoire. Mais il se trouve qu'il y a eu beaucoup de espoirs déçus, peut-être de part et d'autre d'ailleurs, de visites qui avaient été annoncées, qui devaient se traduire. Je veux être respectueux. Ce n'est pas une visite qui fait une relation, c'est un travail constant, une méthode qui doit être éprouvée par le temps et c'est une volonté.

Donc, un voyage, je ne sais pas si celui-là sera jugé comme réussi, je l'espère. Pour moi, le premier jour en témoigne. Mais un voyage doit ouvrir une période. Cela ne peut pas résumer une relation. C'est ensuite que nous devons donner toutes les preuves de cette réussite.